

conduire à un succès immédiat, il n'arrive jamais à éclaircir le problème et le prolétaire qui donne son approbation au centriste disant « cela est faux parce que le fasciste en profite » ou que « les socialistes disent la même chose », ce prolétaire se sera par cela même, interdit la possibilité de comprendre quoi que ce soit. Les centristes par exemple ont beau jeu dans leur œuvre de bourrage de crânes lorsqu'ils disent aux ouvriers qu'il faut rejeter les positions préconisées par les fractions de gauche parce que ces dernières mettent sur le même plan l'Etat russe et les autres Etats capitalistes. Abstraction faite de la falsification introduite dans l'expression de nos positions communistes (nous parlons d'une analogie de fonctions entre les Etats capitalistes et l'Etat prolétarien dégénéré, et nullement d'une identité de nature entre ces Etats) il reste le problème suivant : qui donc a mis l'Etat russe sur le même plan historique que les Etats capitalistes, si ce n'est le centrisme ? Il s'agit donc de procéder à une analyse de la réalité actuelle et des raisons politiques qui ont conduit à cette métamorphose, qui font de l'Etat russe actuel un pilier de la contre-révolution mondiale, et nullement de feindre une indignation verbale susceptible d'épouvanter les ouvriers. L'analogie que nous avons faite entre la position que défendit Bauer — à laquelle s'est associée ensuite la social-démocratie internationale — et la position prise dernièrement par certains communistes de gauche, n'a donc pour nous aucune valeur définitive : ce qui nous intéresse c'est de montrer que la critique communiste de la révolution russe doit emprunter un autre chemin pour arriver à des conclusions valables pour les révolutions futures.

Si nous restons fidèles aux conceptions essentiellement internationalistes pour juger une époque donnée de l'évolution historique, et si nous nous en tenons aux conceptions de la lutte de classe, nous arriverons à poser les jalons qui nous permettront d'atteindre des conclusions marxistes. Pour ce qui concerne par exemple le développement inégal, nous avons déjà expliqué qu'il s'agit là d'une simple expression du processus historique et que le développement inégal qui n'a point de valeur définitive sur le terrain de l'évolution économique acquerra également sa valeur réelle en fonction de considérations politiques et historiques. Le régime social analysé en son expression mondiale, subsiste, s'étend et ne peut être détruit que sous l'action de facteurs mondiaux. La Russie, par exemple, que l'on dénomma à ce moment le « chaînon le plus faible de 1917 » ne l'était guère au point de vue économique puisque ce territoire était en Europe celui qui présentait les

conditions économique pour la meilleure défense du régime bourgeois, mais l'était justement à cause des conditions historiques dans lesquelles s'effectuait la prof. de transformation économique et sociale qui dans les autres pays faisait le contenu des révolutions bourgeoises. Au point de vue mondial, ce secteur de l'économie capitaliste craquait en des circonstances historiques qui en faisaient la maille la plus faible parce que le prolétariat était en mesure d'intervenir dans ces événements avec l'expérience d'un siècle environ de luttes de classes : en Russie le prolétariat loin d'accompagner la bourgeoisie dans ses mouvements, devenait une force historique autonome faisant son entrée pour écarteler la bourgeoisie, pour l'anéantir, pour s'acquitter d'un rôle dont les fondements ne peuvent être trouvés à l'intérieur de la Russie, mais en fonction de la lutte de classe sur le terrain mondial. Le « contenu » bourgeois ou prolétarien de la révolution d'octobre 1917 ne se reconnaît pas à l'expression qualitative et politique; ce qui opposera contenu bourgeois à contenu prolétarien ce n'est point que la révolution bourgeoise procédera au partage de la terre et à l'industrialisation de l'économie, alors que la révolution prolétarienne instituera d'un coup, avec la socialisation des moyens de production, un type de société où les postulats communistes pourront être immédiatement réalisés. Des modifications analogues ou semblables dans les rapports économiques peuvent s'accomplir sous la direction de classes fondamentalement opposées. Les transformations économiques qui s'étaient opérées en France, en Angleterre, etc. sous la formule de la propriété privée des moyens de production, peuvent se faire en Russie sous le signe de la socialisation des instruments de travail. Les deux formes juridiques et sociales (propriété privée et socialisation) ne sont nullement conditionnées par l'état économique du pays donné mais par le degré atteint par la technique de production sur l'échelle mondiale et par la phase traversée par la lutte de classe internationale. De plus, dans l'institution de la socialisation des moyens de production nous réalisons la condition primaire pour l'économie prolétarienne, mais nullement la condition qui suffira à nous garantir d'une éventuelle dégénérescence de la révolution prolétarienne. Même si cette dernière devait vaincre dans un secteur hautement industrialisé, les conditions ne seraient nullement réalisées pour une gestion prolétarienne de l'Etat ouvrier. Ces conditions dépendent de la nature même du processus de la révolution prolétarienne et des objectifs qu'un Etat ouvrier peut s'assigner. A l'intérieur d'un pays donné cet Etat ouvrier a de grandes tâ-

ches à remplir, mais la sphère de son action est au dehors de ses frontières car la révolution n'est en définitive qu'une manifestation de vie du prolétariat mondial en vue d'une transformation internationale de la société. Les bolchéviks, par la victoire d'octobre 1917, nous ont montré que c'est uniquement sur la base de considérations internationales que nous pouvons diriger la lutte du prolétariat de chaque pays et que la victoire pouvait se réaliser même en un secteur économique fortement arriéré. C'est en restant sur le même chemin historique, que nous pourrions poursuivre l'œuvre de Lénine. Il nous reste à doter l'Etat prolétarien d'une théorie internationale en fonction de laquelle devront être résolus les problèmes économiques de la gestion de cet Etat, et nullement de nous assigner comme but celui de réaliser les conditions sociales du communisme en un seul pays. L'erreur que commettent à notre avis les communistes de gauche hollandais et avec eux le Cde Hennaut (1) c'est de se mettre en une direction foncièrement stérile, car le fondement du marxisme consiste justement à reconnaître que les bases d'une économie communiste ne peuvent se présenter que sur le terrain mondial, et jamais elles ne peuvent être réalisées à l'intérieur des frontières d'un Etat prolétarien. Ce dernier pourra intervenir dans le domaine économique pour changer le processus de la production, mais nullement pour asseoir définitivement ce processus sur des bases communistes car à ce sujet les conditions pour rendre possible une telle économie ne peuvent être réalisées que sur la base internationale. C'est enfreindre la théorie marxiste dans son essence même que de croire possible de réaliser les tâches économiques du prolétariat à l'intérieur d'un seul pays. Nous ne nous acheminons pas vers la réalisation de ce but suprême en faisant croire aux travailleurs qu'après la victoire sur la bourgeoisie ils pourront directement diriger et gérer l'économie dans un seul pays. Jusqu'à la victoire mondiale ces conditions n'existent pas et pour se mettre dans la direction qui permettra la maturation de ces conditions il faut commencer par reconnaître qu'à l'intérieur d'un seul pays il est impossible d'obtenir des résultats définitifs; il faut commencer par reconnaître que l'institution même de la maîtrise directe des travailleurs sur l'économie n'est pas possible. A part ses objectifs économiques, d'une énorme

(1) Voir « Les classes dans la Russie Soviétique », rapport du Cde Hennaut pour la discussion sur la question russe au sein de la « Ligue des Communistes Internationalistes de Belgique ».

importance comme d'ailleurs nous le verrons par la suite, le prolétariat vainqueur trouve l'essentiel de sa tâche dans la proclamation ouverte qu'il lui est impossible d'instituer les bases mêmes du communisme, mais que pour arriver à ce résultat, qui ne lui est nullement particulier, il doit mettre l'Etat au service de la révolution mondiale d'où seulement peuvent germer les conditions réelles pour l'émancipation des travailleurs au point de vue national aussi bien qu'international.

••

Nous avons déjà mis en évidence les caractères historiques qui font naître et développer l'Etat, qui deviendra l'instrument essentiel de domination de la classe au pouvoir. Nous aurons différentes formes d'Etats suivant les intérêts particuliers de la classe maîtresse, mais l'Etat doit sa nature non aux intérêts particuliers d'une classe donnée, mais au stade que traverse la technique de production et aux conséquences qui en résultent : la division de la société en classes, l'accaparement des moyens de production par la classe appelée à diriger la société. Les raisons mêmes qui donneront naissance à la formation d'une classe, donneront aussi vie à l'Etat. Marx, dans la Critique du Programme de Gotha, indique nettement ce qui distingue la « période de transition » de la société communiste. Il écrit : « Dans une phase supérieure de la société communiste, quand auront disparu l'asservissante subordination des individus à la division du travail et, avec elle, l'antagonisme entre le travail intellectuel et le travail manuel, quand le travail sera devenu, non seulement le moyen de vivre, mais même le premier besoin de l'existence; quand, avec le développement en tous sens des individus, les forces productives iront s'accroissant, et que toutes les sources de la richesse productive jailliront avec abondance, alors seulement l'étroit horizon du droit bourgeois pourra être complètement dépassé et la société pourra écrire sur ses drapeaux : « De chacun selon ses capacités, à chacun selon ses besoins ». Pour ce qui concerne la phase de transition, Marx avait précédemment écrit dans la même « Critique », que l'idée lassallienne du « partage du produit », est fautive au point de vue théorique car « au sein d'un ordre communiste, fondé sur la propriété commune des moyens de production, les producteurs n'échangent pas leurs produits; de même le travail incorporé dans des produits n'apparaît pas davantage ici comme la valeur de ces produits, comme une qualité réelle possédée par eux, puisque désormais, au rebours de ce qui se passe dans la société capitaliste, ce n'est plus par la voie d'un détour, mais directement, que